



Le 5 août 2016

Membres du Comité permanent des finances  
a/s de Madame Suzie Cadieux, Greffière  
131, rue Queen, 6<sup>e</sup> étage  
Chambre des communes  
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Mesdames et Messieurs les membres du Comité des finances,

Au nom de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et ses 2 000 membres représentant plus de 90 % de la population canadienne, j'ai le plaisir de vous présenter cet aperçu des priorités que les Canadiens ont adoptées pour leurs villes et leurs collectivités et dont ils aimeraient voir la prise en compte dans le prochain budget fédéral. Par ailleurs, nous allons présenter au Comité un mémoire plus complet lors des audiences prébudgétaires que le Comité tiendra à l'automne prochain.

Les municipalités sont les moteurs de l'économie du Canada et des plaques tournantes pour des solutions novatrices aux défis environnementaux et sociaux que nous affrontons. Le budget de 2016 a reconnu ce fait, et a marqué un tournant historique dans la relation entre les ordres de gouvernement fédéral et municipal; il a promis un niveau d'investissement sans précédent dans nos villes et collectivités, préparant ainsi la voie vers une nouvelle ère de partenariat.

Étant donné que 80 % des sommes prévues pour des infrastructures dans le budget de 2016 n'ont toujours pas été allouées, les grandes décisions que nous avons à prendre pour bâtir notre nation seront à faire dans un proche avenir. Le nouveau budget de 2017 représente une opportunité unique pour transformer l'engagement de l'année dernière en un plan permanent et jeter les fondements du Canada de demain – nous allons profiter des transports en commun de classe mondiale, du logement abordable, et nous prendrons des mesures pour lutter contre les changements climatiques. Autant de buts qu'on peut atteindre au moyen d'un cadre permanent de financement stable et prévisible permettant aux municipalités de diriger des ressources vers des projets promettant le meilleur rendement sur les investissements.

### Investissements pour bâtir notre pays

Le gouvernement a souligné que les investissements dans les infrastructures ont pour but de débloquer le potentiel des gens en tant que travailleurs, innovateurs et contributeurs à des collectivités à travers le pays où il sera exceptionnellement agréable de vivre.

**President  
Président**

Clark Somerville  
Councillor  
Regional Municipality of  
Halton, ON

**First Vice-President  
Première vice-présidente**

Jenny Gerbasi  
Councillor  
City of Winnipeg, MB

**Second Vice-President  
Deuxième vice-présidente**

Sylvie Goneau  
Conseillère  
Ville de Gatineau, QC

**Third Vice-President  
Troisième vice-président**

Bill Karsten  
Councillor  
Halifax Regional  
Municipality, NS

**Past President  
Président sortant**

Raymond Louie  
Acting Mayor  
City of Vancouver, BC

**Chief Executive Officer  
Chef de la direction**

Brock Carleton  
Ottawa, ON

24, rue Clarence Street,  
Ottawa, Ontario, K1N 5P3

T. 613-241-5221  
F. 613-241-7440

www.fcm.ca



Les investissements dans les infrastructures municipales aideront le gouvernement du Canada à réaliser ses grandes priorités : renforcer la croissance économique et le potentiel du Canada, favorisant l'innovation, et atténuant les effets des changements climatiques en nous adaptant à ceux-ci.

Les entreprises ont besoin de bonnes routes et de ponts sûrs pour livrer des produits et services. Quant aux navetteurs, ils ont besoin de réseaux de transport rapides et efficaces pour se rendre au travail. Les entreprises qui connaissent la croissance comptent sur des services communautaires dynamiques afin d'attirer des travailleurs qualifiés, et tous les Canadiens ont besoin du logement de bonne qualité et abordable.

### **Collaboration pour assurer le succès**

Afin que les investissements du gouvernement fonctionnent bien pour les Canadiens, l'adoption du bon mécanisme de financement pour la phase 2 du plan des infrastructures sera aussi cruciale que la prestation du financement même. Des modèles de financement souples et prévisibles mettant à contribution l'expertise et la prise de décisions locales aideront les municipalités à diriger des fonds vers les projets dont on a le plus grand besoin et qui offrent le meilleur rendement sur l'investissement pour les Canadiens et pour notre économie.

Les Canadiens savent que les grandes et les petites villes lanceront la prochaine vague de transport en commun propre, d'espaces communs inspirés et de bâtiments publics efficaces. C'est pourquoi le gros du nouveau financement fédéral des infrastructures devrait provenir de transferts prévisibles à l'ordre du gouvernement se rapprochant le plus du quotidien des Canadiens. Il ne faut pas oublier que le financement basé sur les transferts n'est pas un financement inconditionnel. Il s'agit plutôt de valoriser l'expertise locale et d'en tirer parti pour choisir les meilleurs projets à l'intérieur d'une vaste vision fédérale.

Les fonctionnaires municipaux sont des responsables de la planification intelligente et des gestionnaires efficaces. Ils ont fait construire et ont dirigé les deux tiers des infrastructures publiques du Canada avec une assiette fiscale assez restreinte. Imaginez donc ce qu'ils pourraient accomplir avec un flux de ressources régulier et fiable. C'est justement le type de partenariat pour bâtir la nation dont le Canada a besoin, et cela aidera à faire en sorte que l'argent des contribuables soit bien dépensé.

### **Investissements dans les transports en commun s'inspirant du concept du Triple Bilan**

De meilleurs transports en commun signifient des durées de navette plus courtes, une croissance accrue et des émissions en baisse. C'est pourquoi les maires du Canada s'intéressent si vivement à continuer de travailler avec votre gouvernement pour faire en sorte que nos systèmes des transports en commun deviennent vraiment de classe mondiale.

Déjà, chaque dollar qu'on dépense dans les infrastructures publiques génère plus de 1,60 \$ en croissance économique réelle, et chaque milliard de dollars que l'on dépense crée 18 000 emplois. Des investissements prévisibles dans les infrastructures municipales de base comme les transports en commun sont indispensables pour assurer le mouvement efficace des marchandises et la bonne exploitation des entreprises. Une amélioration des transports en commun, par exemple, va réduire l'engorgement des routes et permettre de récupérer des dizaines de milliards de dollars en productivité perdue, tout en aidant à réduire les émissions canadiennes des gaz à effet de serre (GES).

Grâce à son engagement à consacrer des niveaux sans précédent d'investissement dans les transports en commun, le budget de 2016 a préparé la voie pour les travaux de transformation qui renforceront notre économie et qui feront de nos villes des endroits plus agréables où vivre. Le budget de 2017 doit faire en sorte que la conception des programmes garantisse que cet investissement important permette de réaliser ce potentiel. Le financement des transports en commun de la phase 2 devrait se base sur les succès de la phase 1 et devrait utiliser un modèle prévisible d'allocation des transferts visant la cible d'une contribution fédérale de 50 %. Les municipalités sont les mieux placées pour diriger le financement vers les priorités les plus urgentes. Le programme devrait considérer également un mécanisme supplémentaire afin de cibler le financement des projets d'immobilisation destinés à accroître le nombre des usagers des transports publics et à élaborer les systèmes des transports en commun.

Par ailleurs, la FCM conseille vivement au gouvernement d'élargir les critères pour les projets de transport en commun de la phase 2 pour inclure des coûts qui ne sont pas encore admissibles au financement fédéral. Le financement fédéral devrait s'appliquer à tout le coût en capital d'un projet, y compris l'acquisition des terrains, la conception propre aux P3 et les coûts juridiques, et aussi des coûts de financement à long terme ayant trait aux capitaux, y compris des versements d'indemnités de disponibilité aux partenaires P3.

### **Du logement abordable pour tous les Canadiens**

Il y a une crise du logement dans ce pays. Le logement est moins abordable pour les gens à tous les niveaux de revenu, le stock canadien des logements sociaux est vulnérable, et les gens demandent à tous les ordres de gouvernement de trouver des solutions. Les maires du Canada accueillent très favorablement l'engagement fédéral envers une stratégie nationale sur le logement, comme élément de solution de ce problème, et ils sont prêts à travailler pour mettre en œuvre cette stratégie. Cependant, il nous faut d'abord, de la part de ce gouvernement, un financement plus important dédié au logement. Tout plan des infrastructures qui se veut permanent doit inclure tout simplement un placement substantiel à long terme pour garantir la progression importante vers une solution à long terme. Sans un financement dédié suffisant, nous ne pouvons protéger les unités de logement social à mesure que les ententes d'exploitation fédérales viennent à échéance, ce qui veut dire que nous ne pouvons protéger les ménages les plus vulnérables dans nos villes.

Un financement abordable pour les nouveaux arrivants, les jeunes familles, les membres de la classe moyenne et les aînés est la clé de voûte d'une communauté en bonne santé. Et pourtant, un locataire sur cinq dépense plus de la moitié de ses revenus pour le logement. Tous les ordres du gouvernement doivent travailler ensemble pour relever ce défi. Les municipalités investissent dans le logement et dans des initiatives d'envergure afin d'accroître l'offre d'unités locatives abordables, mais elles s'attendent à ce que le fédéral fasse preuve d'un leadership renouvelé dans ce domaine.

Ensemble nous pouvons créer des collectivités dynamiques où les gens voudront vivre et travailler, lancer des entreprises, nouer des liens sociaux et faire une contribution. Faire des investissements maintenant fait preuve du bon sens sur les plans économique et humain. Le secteur du logement représente 20 % du PIB du Canada. Chaque milliard de dollars investi dans le logement fera croître l'économie à 1,4 milliard, et générera jusqu'à 13 000 emplois directs et indirects.

## **Habiliter les municipalités à lutter contre les changements climatiques**

Les municipalités du Canada jouent déjà un rôle de chef de file en poursuivant une innovation écologique qui crée des emplois et la croissance, tout en relevant le défi des conflits entre générations au sujet des changements climatiques.

Les municipalités influencent à peu près la moitié des émissions des GES au Canada. Elles font avancer également quelques-unes de nos pratiques les plus systémiques en matière d'émission à faible teneur en carbone – depuis des bâtiments hautement efficaces jusqu'au chauffage par district, en passant par les transports en commun et les plans de gestion de déchets assurant des émissions de GES se rapprochant de zéro. Certaines des plus grandes possibilités de réduire les émissions de GES du Canada se trouvent au niveau des priorités locales comme les transports en commun, la rénovation des bâtiments, les transports actifs, et une meilleure gestion des eaux municipales et des déchets.

Les municipalités sont également sur la ligne de front pour s'occuper des changements climatiques, y compris des inondations, des feux de forêt et d'autres événements extrêmes de la météo, à mesure que de nouveaux schémas climatiques causent de plus en plus de dommages aux biens et de perturbation économique. Les grandes villes, tout comme les collectivités plus petites, se préparent pour des conditions météorologiques plus extrêmes, évaluant les risques et élaborant des plans afin de rendre les infrastructures publiques plus robustes. Cependant, elles ont besoin de bénéficier d'un partenariat fédéral vigoureux, car l'adaptation exige des expertises et des ressources uniques en leur genre. Des projets locaux offrent des réductions rentables des GES et génèrent des bénéfices économiques, sociaux et environnementaux au niveau des collectivités, ce qui représente des gains très importants par rapport à l'investissement initial. En fournissant un financement prévisible aux municipalités, le gouvernement fédéral peut utiliser ces investissements pour tirer parti de l'expertise locale et donner de l'envergure à des réductions des émissions qui soient les plus rentables.

Ensemble, nous pouvons aider à léguer à nos enfants et à nos petits-enfants une planète plus salubre, tout en créant des emplois dans le domaine de la technologie écologique et en permettant aux Canadiens d'épargner de l'argent.

## **Assurer la prospérité des régions rurales du Canada**

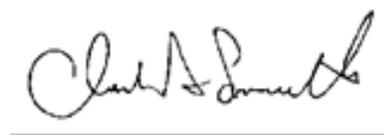
Les collectivités rurales sont d'une grande importance pour la santé économique, sociale et environnementale du Canada. Les dépenses dans les infrastructures devront bénéficier à des collectivités de toutes les tailles si nous allons réaliser tout notre potentiel pour bâtir la nation.

Nous avons besoin de mettre à niveau les infrastructures rurales afin d'assurer le transport facile des produits au marché, de protéger les cours d'eau ruraux, et d'attirer des résidents et des entreprises. Pour réaliser ce but, la phase 2 devrait se baser sur le Fonds des petites collectivités, qui a fait ses preuves, pour soutenir des projets d'infrastructure ruraux s'inspirant davantage des priorités locales.

Un nouveau Fonds des petites collectivités devrait fournir un flux dédié d'investissement dans les priorités des collectivités rurales et petites au niveau des immobilisations. Il ne s'agirait pas seulement de routes et de ponts, mais aussi de l'approvisionnement en eau, du traitement des eaux usées et des mises à niveau de système septique défectueux. Le nouveau fonds devrait également aider à faciliter les transports dans les régions rurales.

Le budget de 2016 était un tournant, et a créé les conditions propices à un vrai partenariat entre tous les ordres du gouvernement. Assurer le succès de la prochaine étape est encore plus important pour l'avenir du Canada. Avec le budget de 2017, réalisons ce potentiel et continuons à travailler ensemble pour bâtir ce grand pays qui est le nôtre.

Sincèrement,

A handwritten signature in black ink, enclosed in a thin black rectangular border. The signature is cursive and appears to read "Clark Somerville".

Clark Somerville  
Conseiller, municipalité régionale de Halton, Ontario  
Président de la FCM